

Doctrine : des penseurs du jihad contre Al-Qaida

Jean-Pierre Filiu

Dans Alternatives Internationales 2008/12 (n°41), page 40

Al-Qaida se trouve de plus en plus isolée à mesure que d'ex-maîtres à penser du mouvement mettent en cause les fondements religieux de sa guerre totale.

L'indigence de la direction d'Al-Qaida en matière de culture islamique est rarement mise en valeur. Cette absence de bagage théologique est pourtant notoire : Oussama Ben Laden a commencé des études de gestion qu'il n'a jamais achevées, Ayman Al-Zawahiri, son adjoint égyptien, est médecin de formation, et Abou Moussab Al-Zarkaoui, le chef d'Al-Qaida en Irak de 2004 à 2006, avait abandonné l'école dès le secondaire. Ben Laden, Al-Zawahiri et Al-Zarkaoui se sont néanmoins tous attribués le prestigieux titre de "cheikh", afin de donner quelque assurance aux anathèmes et aux injonctions qu'ils édictent avec aplomb. La propagande d'Al-Qaida est dès lors très marquée par une agressivité autodidacte, le Coran et la tradition islamique sont réduits à quelques dizaines de citations tronquées, sorties de leur contexte pour être assénées en boucle.

Justification du bain de sang

Ben Laden a noué dès 1996 une relation de confiance avec Mohammad Omar, mollah d'un village du Sud afghan, devenu chef du mouvement des talibans sous le nom de Mollah Omar. Le fondateur d'Al-Qaida a flatté ses prétentions à se poser en "commandeur des croyants" et a gagné en retour la protection des talibans, qui ont laissé l'Afghanistan se transformer en véritable "jihadistan". Mais Ben Laden gardait son pays natal en ligne de mire : il misait sur la poussée, en Arabie saoudite, de la protestation islamiste dite de la Sahwa ("le Réveil"), et il espérait que la subversion extérieure d'Al-Qaida entrerait en conjonction avec cette contestation intérieure. La condamnation des attentats du 11 septembre 2001 par les plus grandes figures de la Sahwa saoudienne fut un sérieux revers pour Ben Laden. Il n'avait jamais mesuré la profondeur du rejet que suscitait son "jihad global", jusque dans les rangs de l'opposition islamiste. Il opta dès lors pour la planification d'une campagne terroriste de longue haleine qui, lancée en mai 2003 à Riyad, creusa encore plus le fossé entre la Sahwa et Al-Qaida.

L'invasion américaine de l'Irak ouvrit les portes de ce pays à Al-Qaida et lui permit de redorer quelque peu son blason jihadiste face à "l'occupation infidèle". Mais Al-Zarkaoui accusa la majorité chiite de la population d'être coupable à la fois de "collaboration" et d'"hérésie", justifiant d'effroyables massacres de civils. La direction d'Al-Qaida, un moment troublée par l'ampleur du bain de sang, finit en 2004 par valider cette terreur systématique, qu'Al-Zarkaoui étendit bientôt de la communauté chiite à tous ses adversaires sunnites. C'en était trop pour le cheikh Abou Mohammed Al-Maqdissi, qui avait initié le jeune Zarkaoui aux arcanes du jihad, au Pakistan en 1989, et qui désavoua publiquement son ancien disciple. Al-Qaida balaya ces critiques, il est vrai émises depuis la prison de Jordanie où Al-Maqdissi était détenu. Les attentats ordonnés par Al-Zarkaoui contre des hôtels d'Amman en 2005 furent unanimement condamnés dans le Royaume hachémite. La rupture entre Al-Qaida et la frange, même la plus radicale, de l'islamisme jordanien, était consommée.

Algérie [Al Qaida au Maghreb Islamique] : les attentats aveugles divisent les troupes

En septembre 2006, le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), un survivant de la guerre civile algérienne des années 1990, rejoignait le réseau mondial dirigé par Oussama Ben Laden. Et se renommait en janvier 2007 Al

Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Il est difficile d'évaluer toutes les conséquences de cette fusion, mais le niveau de violence du groupe a depuis lors considérablement augmenté. En outre, AQMI a recours à de nouveaux modes opératoires, les attentats suicides notamment, que l'Algérie n'avait pratiquement pas connus. Autre nouveauté : l'organisation a revendiqué des attaques hors du territoire algérien (en Mauritanie, par exemple) et contre des intérêts étrangers en Algérie. Ces changements sont au cœur des dissensions croissantes qui affectent le mouvement dirigé par Abdelmalek Droukdal. Ces dissensions ont été révélées par d'anciens membres du GSPC qui se sont rendus aux autorités sur la base du processus de réconciliation lancé par le président Bouteflika, et approuvé par référendum en 2005. L'un d'entre eux, Khiaat A., a dit s'opposer à ce qu'une "dimension mondiale", et non plus uniquement nationale, soit donnée à la lutte armée en Algérie. Un autre, Abdelkader B., a confirmé l'existence de profonds désaccords au sein du groupe sur la fusion avec Al

Qaida. D'après lui, cela a été décidé unilatéralement par Droukdal et son entourage, les émirs (commandants) du Nord et du Nord

Est, sans consulter leurs homologues du Sud : "Nous avons appris que notre mouvement rejoignait Al

Qaida par la radio marocaine Medi 1." La décision de recourir aux attentats suicides non ciblés est sans doute le principal point de désaccord de ces anciens membres du GSPC. Elle n'est pas sans relation avec la "dimension mondiale" du combat décidée par AQMI. Beaucoup considèrent qu'il s'agit d'une technique importée par Al Qaida. Mais ce débat est aussi lié à la dynamique interne du mouvement djihadiste algérien. En effet, le GSPC est issu d'une scission en 1998 au sein du Groupe islamique armé (GIA). Les fondateurs du GSPC s'opposaient à l'interprétation, par la direction du GIA, de la notion de *takfir* (l'excommunication d'autres musulmans) justifiant ses attentats aveugles contre des civils dans les années 1990. La vague d'attaques

suicides lancée par AQMI depuis 2007, et qui a fait à son tour de nombreuses victimes civiles, a rouvert ce débat chez les djihadistes. La direction d'AQMI a catégoriquement nié l'existence de dissensions internes. Mais elle a invoqué le concept islamique d'*al tatarrus* (qui permet d'attaquer l'ennemi même s'il se sert de boucliers humains) pour expliquer le nombre de civils tués par ses attentats, reconnaissant ainsi implicitement le caractère controversé du sujet. Il est trop tôt pour apprécier l'impact des dissensions au sein du groupe d'Abdelmalek Droukdal. Il est probable que les clivages régionaux du mouvement, le fait que certains membres se rendent aux autorités, et que d'autres désertent pour rejoindre divers groupes djihadistes, ont affaibli AQMI. Un noyau important subsiste cependant et conserve l'essentiel de ses capacités opérationnelles.

Surenchère idéologique

La mort d'Al-Zarkaoui dans un bombardement américain, au nord de Bagdad, en juin 2006,

n'apaisa pas l'engrenage totalitaire : sur internet, Al-Qaida proclama simultanément un "califat" et un "Etat islamique en Irak". Tous les récalcitrants furent stigmatisés comme "apostats" dont le sang pouvait légitimement être versé. La terreur d'Al-Qaida frappa les personnalités cléricales et tribales qui osaient lui résister et des interdits de plus en plus absolus furent infligés à la population civile. Cette escalade acheva de soulever contre elle les tribus sunnites, qui s'organisèrent en milices sous le nom de Sahwa (*lire p. 37*), avec le soutien tardif des Etats-Unis. Al-Qaida, en guerre ouverte avec son environnement irakien, ne pouvait compter sur un renfort venant d'Arabie, car les cheikhs de la Sahwa saoudienne déclarèrent que le jihad en Irak était purement l'affaire des Irakiens. Ainsi prise en étau entre la Sahwa milicienne en Irak et la Sahwa cléricale en Arabie, Al-Qaida se réfugia dans la fuite en avant terroriste et médiatique.

La propagande d'Al-Qaida opposait de longue date les "oulémas de cours", serviteurs zélés de régimes faussement musulmans, aux "oulémas du jihad". Mais le retournement contre Al-Qaida de certains des plus éminents des "oulémas du jihad", figures contestataires en butte à la répression gouvernementale, amena Ben Laden à rétrécir encore le cercle de ses élus : à l'automne 2007, il mit en garde ses partisans contre les "oulémas du mal", tout en se gardant de préciser qui étaient désormais les "oulémas du bien". Al-Qaida venait en effet d'enregistrer la pire défection symbolique de ses vingt ans d'existence, avec son désaveu public par Sayyed Imam Al-Sharif, plus connu sous son nom de guerre de "Docteur Fadel".

"Principes fondamentaux"

"Docteur Fadel" a été longtemps le maître à penser de la mouvance jihadiste, et tout particulièrement d'Al-Zawahiri. Les deux hommes sont nés en Egypte en 1951, ils ont tous deux mené parallèlement études de médecine et militantisme clandestin au sein du Jihad islamique. Après l'assassinat du président Sadate en 1981, Al-Zawahiri fut emprisonné, mais Fadel s'enfuit au Pakistan (via les Etats-Unis) et il reconstitua son groupe dans les camps d'entraînement de volontaires égyptiens pour le jihad antisoviétique en Afghanistan. Libéré en 1984, Al-Zawahiri rejoignit Fadel et devint son adjoint dans la nouvelle structure du Jihad islamique. Ces radicaux aguerris, très marqués par la déroute de leur mouvement en Egypte, diffusaient les thèses d'un jihad désormais "global", visant les protecteurs "juifs et croisés" des régimes arabes et "opresseurs". Ils convainquirent Ben Laden de poursuivre le jihad bien au-delà du combat antisoviétique en Afghanistan. Alors que l'Armée rouge avait engagé son retrait, Fadel fut associé, durant l'été 1988, à la fondation de l'organisation secrète de "la Base", (en arabe *al-qaida*). Il publia en 1989 "Les principes fondamentaux pour le passage à l'action", manuel de référence pour les activistes jihadistes de la décennie suivante.

Le Jihad islamique renoua avec la terreur en Egypte, mais ses excès contre les civils assombrèrent vite ses perspectives politiques. Ben Laden et Al-Zawahiri tissaient désormais la toile d'Al-Qaida depuis le Soudan. Fadel, marginalisé par son ambitieux adjoint, finit par lui céder la direction du Jihad islamique et partit au Yémen, où il reprit sa pratique médicale. Au lendemain du 11-Septembre, Fadel fut arrêté et transféré en Egypte, où pesait sur lui une condamnation par contumace.

C'est donc de sa cellule qu'il diffuse à l'automne 2007 son "Document d'orientation pour l'activité jihadiste en Egypte et dans le monde". Al-Qaida ironise sur les conditions de production carcérale d'un tel document et s'efforce de l'invalider, comme elle l'avait fait pour le désaveu d'Al-Zarkawi par Al-Maqdissi emprisonné. Mais l'onde de choc est sévère et Al-Zawahiri, directement mis en cause, se répand sur internet pour réfuter la réfutation de son

ancien mentor.

Car Fadel frappe Al-Qaida au coeur de son dispositif idéologique, le *takfir* : cette accusation d'apostasie permet à Al-Qaida d'exclure formellement ses ennemis musulmans de la communauté des fidèles pour mieux justifier leur élimination. Fadel dénie aux cheikhs autoproclamés d'Al-Qaida le droit de décréter l'apostasie et il insiste sur la supériorité de l'autorité religieuse par rapport à l'activisme jihadiste. Fadel compare les apprentis sorciers de la *fatwa* aux guérisseurs qui osent pratiquer la médecine. Il fustige l'arrogance des "héros de l'internet", qui "vivent sous la protection de services de renseignement ou d'une tribu, ou dans une grotte". Une charge limpide contre Ben Laden.

Plus généralement, Fadel condamne les assassinats de femmes et d'enfants, tandis qu'il prône la protection des étrangers en terre d'Islam, ne serait-ce que par réciprocité avec le traitement réservé aux musulmans dans les pays occidentaux. Il assortit le jihad de tellement de conditions familiales (autorisation parentale pour le combattant), militaires (un rapport de forces raisonnable) ou pratiques (de fortes chances de succès ou de repli) que cette prescription ne paraît plus d'actualité. Enfin, Fadel accuse Al-Qaida d'avoir provoqué l'intervention américaine en Afghanistan et ainsi trahi l'hospitalité de ce peuple musulman.

Aux marges de l'islam

Consciente de sa fragilité dogmatique et implacable envers la population civile, Al-Qaida a étendu progressivement le champ de son apostasie collective à l'Islam officiel, puis aux Frères musulmans, puis aux autres groupes islamistes, et enfin aux formations jihadistes rivales. Désavouée par la figure tutélaire du "Docteur Fadel", Al-Qaida ne trouve plus qu'en elle-même ses sources de légitimation, d'où une surenchère médiatique sur fond d'enfermement idéologique. Acculée aux marges de l'Islam, Al-Qaida va sans doute accentuer sa dimension totalitaire, avec la terreur qui l'accompagne. Une spirale infernale déjà à l'oeuvre dans les provinces sunnites d'Irak, où Al-Qaida est combattue au nom du jihad.